

De nouvelles propositions pour renforcer la zone euro

Quatorze économistes français et allemands tentent de rapprocher les points de vue de Berlin et de Paris.

LE MONDE ECONOMIE | 17.01.2018 à 10h02 • Mis à jour le 17.01.2018 à 11h11 | Par Marie Charrel (/journaliste/marie-charrel/)



COLCANOPA

Paris et Berlin sont d'accord sur la nécessaire réforme de la zone euro. Mais lorsque l'on entre dans les détails, le fossé entre les vues françaises et allemandes apparaît parfois abyssal. Pour tenter de le combler, 14 économistes influents des deux pays publient, mercredi 17 janvier, une nouvelle série de propositions sur le sujet. (<https://www.telos-eu.com/fr/reconcilier-solidarite-et-discipline-de-marche-dan.html>)

Lire aussi : L'économie européenne a retrouvé sa vigueur (/economie/article/2018/01/04/l-economie-europeenne-a-retrouve-sa-vigueur_5237479_3234.html)

« Nous avons travaillé six mois tous ensemble pour réconcilier nos vues et dépasser les compromis de façade, afin d'établir une feuille de route pour la coopération franco-allemande », résume Jean Pisani-Ferry, professeur à Sciences Po, également maître d'œuvre du programme économique du président Emmanuel Macron, quand ce dernier était candidat à la magistrature suprême.

Lire aussi : La Commission fait ses propositions pour réformer la zone euro (/europe/article/2017/12/04/la-commission-fait-ses-propositions-pour-reformer-la-zone-euro_5224120_3214.html)

Ambitieux. D'autant que parmi les auteurs figurent des économistes de tendances diverses, tels que, côté allemand, Clemens Fuest, patron de l'institut de conjoncture munichois IFO, plutôt conservateur, Isabel Schnabel, l'une des cinq « sages » conseillant le gouvernement allemand, mais aussi Marcel Fratzscher, de l'institut de recherche économique DIW, et le réformiste Henrik Enderlein, de l'institut Jacques Delors. Côté français, on retrouve Agnès Bénassy-Quéré, de l'École d'économie de Paris, Philippe Martin, de Sciences Po, Nicolas Véron, du groupe de réflexion Bruegel, ou encore Hélène Rey, de la London Business School.

A point nommé

Leur rapport tombe à point nommé, à l'heure où la chancelière Angela Merkel et les sociaux-démocrates viennent de s'entendre sur le besoin de « réformer et renforcer » la zone euro. Le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, lui, a rappelé lundi 15 janvier sa volonté « d'enregistrer des progrès concrets » sur le sujet d'ici à la fin de l'année.

LA PLUS DÉTONANTE DES PROPOSITIONS DES 14 ÉCONOMISTES PORTE SUR LES RÈGLES BUDGÉTAIRES : TERMINÉ, LA LIMITE DE 3 % DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) POUR LE DÉFICIT PUBLIC !

Nul doute qu'il partagera le constat posé par les 14 économistes : si l'on peut se réjouir du retour de la croissance en zone euro, cette dernière reste menacée par des fragilités économiques persistantes et par les faiblesses de ses institutions, trop complexes. « *Il est urgent de les renforcer avant que la prochaine crise ne survienne* », souligne M^{me} Bénassy-Quéré.

Problème : si les Allemands jugent traditionnellement que les gouvernements doivent se soumettre à des règles intangibles pour éviter les dérives, les Français, eux, estiment plutôt qu'ils doivent se garder des marges de manœuvre discrétionnaires. De même, si Berlin tient à la responsabilité individuelle des Etats, Paris privilégie leur solidarité... Comment, alors, éviter le dialogue de sourds ? « *Les six réformes que nous proposons ménagent justement les craintes et approches des deux côtés* », assure M. Fuest.

Lire aussi : En Allemagne, entre Angela Merkel et Martin Schulz, une coalition par défaut (europe/article/2018/01/13/en-allemande-angela-merkel-et-martin-schulz-essaient-de-faire-du-neuf-avec-ancien_5241172_3214.html)

La plus détonante des propositions des 14 économistes porte sur les règles budgétaires : terminé, la limite de 3 % du produit intérieur brut (PIB) pour le déficit public ! Mais aussi, l'ensemble des procédures fiscales à la complexité vertigineuse débattues tous les ans à Bruxelles.

« Une règle simple et crédible »

« *Nous proposons de les remplacer par une règle simple et crédible : la hausse des dépenses publiques ne doit pas dépasser la croissance de long terme et doit permettre de réduire la dette publique* », détaille Philippe Martin. L'application d'une telle règle serait supervisée par une institution nationale indépendante. Et les Etats qui ne la respecteraient pas seraient obligés de financer l'excès de dépenses par un emprunt à un coût un peu plus élevé sur les marchés.

Comment convaincre Berlin de renoncer à la règle des 3 % ? En déployant d'autres réformes complémentaires et cohérentes, assurent les économistes, qui repoussent l'idée d'une mutualisation des dettes publiques et d'un véritable budget commun.

En revanche, ils proposent l'instauration d'un fonds qui aiderait les Etats à surmonter les récessions violentes sans couper dans l'investissement et les dépenses pour les chômeurs. Les pays dont le chômage s'envole brutalement pourraient en bénéficier. « *Mais les transferts seraient temporaires, et les contributions au fonds seraient plus élevées pour les pays les plus instables, faisant plus souvent appel au fonds* », souligne M^{me} Bénassy-Quéré.

Un enchaînement pervers

Autre proposition : la création d'un véritable « coupe-feu » entre les risques bancaires et souverains. C'est l'un des enchaînements pervers observés pendant la crise, lorsque les déboires des banques ont contraint les Etats à leur porter secours... Et lorsque les difficultés des Etats ont déclenché celles des banques détenant massivement leurs dettes publiques. « *Pour briser ce cercle, il convient d'achever l'union bancaire, relève M. Véron. Et ce, en instaurant une assurance fédérale des dépôts. Et en contraignant les banques à ne pas détenir de manière excessive la dette d'un même Etat.* »

Cette diversification des portefeuilles bancaires pourrait être facilitée par la création d'un actif européen sans risque, composé d'un panier diversifié de dettes souveraines. Mais cela n'aurait d'intérêt que si, dans le même temps, un mécanisme pour restructurer rapidement la dette des Etats en difficulté est mis en place, sous l'égide du Mécanisme européen de stabilité. Et ce, pour éviter de reproduire les erreurs commises lors de l'allègement de la dette grecque, long et laborieux...

Le rapport propose enfin de clarifier les rôles au sein des institutions. Il suggère ainsi de confier la surveillance des politiques nationales à un commissaire indépendant et de réserver le rôle de décision au président de l'Eurogroupe (ministres des finances de la zone euro).

« *Les choix clés concernant ces propositions pourraient être pris d'ici à fin 2018* », estime M. Pisani-Ferry, rejoignant le calendrier de M. Le Maire. Encore faut-il que le prochain gouvernement allemand s'en empare. Tout comme celui qui sortira des urnes en Italie, après les élections législatives de mars.